

Xavier Raufer : « Les supermarchés du terrorisme » !

□ Xavier Raufer répond aux trois principales questions sur le phénomène terroriste :

L'attentat de la rue Marbeuf était-il prévisible ?

Vous savez, en matière d'attentat, les services antiterroristes ne disposent — c'est de loin le cas le plus fréquent — que d'indications fragmentaires, de « tuyaux », mais d'aucune précision formelle. L'affaire devient alors politique : on n'imagine pas, à chaque instant, le flot d'informations de toutes sortes qui parviennent aux services chargés de les collecter : ceux-ci font, le plus souvent, un bon travail visant à éliminer histoires farfelues, tentatives d'intoxication et bobards de toute nature. Reste, le filtrage effectué, à l'autorité politique, à prendre (ou pas) au sérieux les informations qui lui sont présentées. Si l'attention de ces autorités est fixée ailleurs, si l'on s'attend, par exemple, pour des raisons politico-doctrinales, à une forme X de terrorisme, on privilégie les informations — si ténues soient-elles — allant dans le sens de ses propres théories, et on néglige des éléments beaucoup plus inquiétants sur des menaces d'origine différente.

Ce développement était nécessaire pour répondre à votre question. Dans la mesure où l'on voulait bien regarder dans la bonne direction et faire une analyse réaliste de données que tout le monde avait sous les yeux, oui, un attentat — des attentats — était prévisible dans notre pays. Voici pourquoi :

— les terrorismes, quelle que soit leur nature, ont au moins un point commun : leur généralisation comme phénomène planétaire à la fin des années 60, pour des raisons géostratégiques claires. Les structures utilisant la violence armée comme levier politique se développent alors dans des zones où l'équilibre de la terreur a réussi à stabiliser les frontières existantes, dans des régions vitales pour les puissances nucléaires, dont les territoires sont devenus de véritables sanctuaires. Dans ces zones, la menace de conflit a quitté le terrain militaire pour s'étendre aux domaines civils : les luttes « à l'intérieur » des États ont tendance à se substituer aux affrontements entre puissances. Le combat se déroule désormais souvent par personnes interposées, et la « subversion » efface les limites entre la « politique » et la « stratégie » ;

— on peut observer ce phénomène en Europe — Turquie incluse — au cœur de la zone des intérêts majeurs figée par l'arme atomique, en Amérique latine et au Japon qui sont explicitement sous protection américaine. Dans ces zones, la lutte armée prend, selon la configuration géographique des pays concernés, deux aspects distincts : « guérilla » et « maquis » dans les pays ruraux, peu développés, et vastes ; « terrorisme » dans les pays modernes et urbanisés. Voilà le fait majeur, incontestable. S'y ajoutent, pour la France de 1982, des considérations diplomatiques, et des éléments conjoncturels ;

— la tentative de rééquilibrage des amitiés de la France dans la zone du Moyen-Orient où, plus qu'ailleurs, le maître mot des deux camps est : « Qui n'est pas avec nous est contre nous », a amené la rupture d'un délicat *modus vivendi* précédemment conclu entre notre pays et les factions en guerre ;

— il existe de par le monde — Carlos en est l'archétype — des individus ou des groupes combattant dans une perspective globale antimérialiste et révolutionnaire, qui se mettent,

au coup par coup, au service de qui veut bien les employer : services de renseignements, États, minorités en rébellion, etc. Les rumeurs — fondées ? — de crise policière dans notre pays, de changements d'hommes et d'attribution au sein des services spéciaux français devraient faire naître, dans l'esprit de ces mercenaires de la révolution, l'idée de « tester » les réactions d'un pays à leurs yeux, plus fragile « comme ils le font toujours » avant de lancer des opérations en vraie grandeur.

Voici, à grands traits, le paysage dans lequel l'appareil d'État français doit évoluer.

Or par rapport à ce qu'on peut constater ailleurs, la France a, en matière de terrorisme, les nerfs fragiles. Notre pays n'a pas l'immense capacité d'encaisser les coups de la société italienne habituée de façon séculaire (à l'épisode mussolinien près) à se passer de la protection d'un État centralisé, ni la discipline de la population allemande devant les consignes de sa police ni, enfin, l'extraordinaire capacité de la société américaine à « recycler » ses propres terroristes.

Il n'y a, en matière de lutte contre les diverses formes de terrorisme, pas de miracle : les mesures nécessaires sont longues, coûteuses, ont une issue incertaine et impliquent un consensus dont tout prouve qu'il est, dans notre pays, fort difficile à obtenir. Plus grave encore : l'exemple d'une forme de terrorisme importée peut (là aussi, les exemples existent) faire « démarrer » une structure indigène de lutte armée. La découverte d'armes ayant servi à mitrailler un bâtiment diplomatique israélien dans une cache d'Action directe est là pour rappeler que ce péril n'est pas illusoire.

Qui sont les véritables acteurs du terrorisme ?

Je n'emploie pas le mot « terrorisme » avec beaucoup d'enthousiasme. Il relève plus, d'après moi, du vocabulaire de la propagande que de celui de l'observation des phénomènes politiques. Il crée, de plus, la confusion par le fait qu'il recouvre des « marchandises » très diverses. Les divers types de terrorisme se rangent en réalité en quatre catégories :

idéologique : anarchiste, marxiste-léniniste, extrême droite, néo-nazis, etc ;

nationaliste : anticolonialiste ou irrédentiste (I.R.A., E.T.A., O.L.P.) ;

ethnique : causes religieuses, régionales ou linguistiques ;

terrorisme d'État : pays réglant leurs comptes sur le territoire de pays tiers.

Le simple énoncé de ces diverses catégories, l'éventail très large des causes, des idéologies qu'elles recouvrent, permet d'écartier l'hypothèse d'un contrôle global permanent de toutes ces structures par une entité unique opérant depuis la salle des cartes du Kremlin, la tente de Kadhafi, ou le Pentagone. Les seuls éléments concrets et fiables permettent de constater :

— que ceux des mouvements « nationalistes » ou « irrédentistes » engagés dans une lutte contre un bloc, bénéficient de l'aide de l'autre, le bloc soviétique soutenant mille fois plus et mieux ses protégés que le bloc occidental : il suffit de comparer l'équipement de l'armée éthiopienne, par exemple, avec les quelques pétoires chichement allouées — et dans quel secret ! — aux guérilleros afghans pour s'en convaincre ;

— que les organisations « idéologiques » sont moins soutenues par les grandes puissances que l'on veut bien le dire ici et là, pour des raisons de propagande. La confusion provient du fait que les différentes structures — nationalistes, ethniques, idéologiques — se fournissent dans des « supermarchés du terrorisme » qui sont souvent les mêmes. Beyrouth-Ouest en recèle de célèbres : armes, explosifs, matériel électronique,

faux papiers, etc., s'y achètent et s'y vendent librement. On n'y regarde pas trop la couleur politique de l'acheteur avant d'accepter sa clientèle : c'est ainsi que néo-nazis italiens et Brigades rouges puisent dans les mêmes stocks que les fervents musulmans des Philippines et d'Erythréens engagés dans une lutte à mort contre un ennemi prosoviétique... Reste le cas des réseaux internationaux dont je parlais plus haut. Ils constituent la seule catégorie à qui le terme de « terroriste international » peut s'appliquer totalement : il ne visent pas à faire la révolution « dans » leur pays d'origine, sont de provenance idéologique diverse, et travaillent, si l'on peut dire, à la commande. La Libye, la Syrie, des fractions palestiniennes dissidentes, bien d'autres États — dont certains font officiellement preuve d'une totale hostilité envers eux — jouent autour de ces réseaux un jeu complexe et ambigu, variant selon les époques et les alliances *de facto*, du type « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ».

On ne peut pas donc parler d'Internationale terroriste et j'ajouterais même que faire passer des organisations étrangères les unes aux autres, dont les liens se limitent à s'approvisionner aux « banques d'organes », pour une sorte de Kominintern, est fort dangereux : l'expérience prouve que seule est efficace, en cas de menaces pour la population d'un pays concernée une « pédagogie » fondée sur la vérité : l'adversaire, c'est tout cela, mais ça n'est que cela. Toute « sous-estimation » du péril ou « surestimation » conduit dans un premier temps à mobiliser ou à soulager l'opinion, elle lui fait fatalement, par la suite, baisser les bras.

La vérité en la matière est suffisamment inquiétante sans qu'il soit nécessaire d'en rajouter. Même si, à notre avis, les Soviétiques, leurs alliés et leurs obligés se limitent à « poser un fusil sur la table » sans se mêler plus avant de contrôler ou d'animer le bouillon de culture des divers terrorismes, ils retirent de l'existence de ceux-ci un double bénéfice : de propagande tout d'abord, mais également un affaiblissement des pays contraints d'utiliser une part souvent considérable de leurs moyens et de leur énergie pour faire face à des périls bien réels.

Jusqu'à où peut-on aller dans l'escalade ?

A mon avis, l'aggravation des phénomènes terroristes dans notre pays dépend de trois facteurs :

— capacité de nos gouvernants à comprendre la nature et l'origine de la menace.

— niveau d'acharnement des « *sponsors* » des réseaux qui opèrent sur notre territoire : s'agit-il d'un avertissement sans frais ? d'un élément de marchandage ? des premières escarmouches d'une vraie guerre ? Il est encore trop tôt pour le dire. Si la troisième hypothèse était la bonne, il serait logique que nous allions dès la prochaine étape, soit vers un attentat aveugle dans un lieu très fréquenté : gare, cinéma, etc., ou alors vers l'assassinat ou l'enlèvement d'une cible symbolique du milieu que les terroristes voudront « *punir* ».

— capacité de ces réseaux internationaux à trouver des relais sur notre propre sol. A partir d'un certain niveau d'activités, il devient impossible de pratiquer le « *hit and run* » qui consiste à descendre de l'avion, accomplir son « *contrat* » et reprendre le vol suivant : le point de passage obligatoire qu'est l'aéroport n'autorise pas ce genre de manœuvres à répétition. Il faut donc, sur place, des bases, des « *porteurs de valises* », etc. Il y a, hélas ! toutes les raisons de penser que cette condition ne serait pas très difficile à remplir, à partir de milieux contre lesquels certains membres de l'actuelle majorité ne séviraient pas, le cas échéant, sans répugnance...

« *Stratégiquement* » parlant, les différentes formes de violence politique ne représentent pas pour notre pays un danger identique. Quelle que soit l'horreur des méthodes qu'ils emploient, les terrorismes importés sont moins dangereux pour la communauté nationale qu'une — ou des — structure de lutte armée autochtone. Un terrorisme enraciné dans la société française, y trouvant ses tenants et ses aboutissants : voilà le péril majeur. Or, en la matière aussi, les contagions existent : des attentats d'origine étrangère peuvent parfaitement — par « *sympathie* » provoquer l'émergence de noyaux de guérilla urbains désireux de prendre part à la « *guerre anti-impérialiste* ». Cette hypothèse qui aurait — à juste titre — fait hausser les épaules à l'observateur, il y a quelques années à peine, n'est plus, désormais, à écarter. Des « *viviers* » de jeunes ballottés entre le chômage et les emplois précaires, dépourvus de toute perspective, se constituent dans les périphéries des grandes villes, alors que certains noyaux — fort réduits et jusqu'à présent efficacement « *marqués* » par la police — ont accompli un cheminement intellectuel tendant à considérer la lutte armée comme inexorable. ■